

HQ/2014/2
12 février 2014

L'ONU avertit qu'en ignorant l'égalité, les droits et la santé des femmes, on enrayer le développement

Selon un nouveau rapport de l'ONU, il est impossible de maintenir les progrès en matière de développement réalisés au cours des 20 dernières années à moins que les gouvernements ne s'attaquent aux inégalités dont souffrent les plus pauvres et les plus marginalisés

- Dans les pays en développement, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté a enregistré une chute radicale, tombant de 47 % en 1990 à 22 % en 2010
- Mais une grande partie des quelque un milliard de personnes vivant dans les 50 à 60 pays les plus pauvres verront leur situation stagner alors que le reste du monde devient plus riche

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, New York, 12 février 2014 — Un nouveau rapport constate que l'accroissement des inégalités annulera les gains importants obtenus durant les 20 dernières années sur les plans de la santé et de la longévité. Pour maintenir ces gains, le *Rapport mondial des Nations Unies sur la CIPD après 2014* affirme que les gouvernements doivent adopter et faire appliquer des lois visant à protéger les plus pauvres et les plus marginalisés, notamment les adolescentes et les femmes touchées par la violence, ainsi que les populations rurales.

Le rapport est le premier examen véritablement mondial des progrès, lacunes, défis et problèmes nouveaux en relation avec la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), tenue au Caire en 1994, qui a fait date. Il rassemble des données en provenance de 176 pays, parallèlement à des éléments fournis par la société civile et par des recherches universitaires approfondies. Les conclusions offrent une preuve irréfutable renforçant l'orientation novatrice du Programme d'action du Caire, qui a placé au cœur du développement les droits humains et la dignité individuelle.

“Un engagement fondamental envers la dignité individuelle et les droits humains est la base d'un avenir résilient et durable”, a déclaré le Dr. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif de l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population. “Nous ne pouvons nous permettre d'attendre 20 ans de plus pour remédier aux inégalités qui portent atteinte à notre bien-être collectif. C'est maintenant qu'il faut agir. Les bénéfices du développement ne doivent pas être limités aux plus fortunés; ils doivent atteindre toutes les populations.”

Le rapport montre clairement que le Programme d'action du Caire a contribué de manière significative à des progrès tangibles: moins de femmes meurent durant la grossesse et l'accouchement; le nombre d'accouchements assistés par des personnels qualifiés a augmenté de 15 % au niveau mondial depuis 1990; davantage de femmes ont accès à l'éducation, à l'emploi et à la participation politique; davantage d'enfants sont scolarisés, et moins d'adolescentes ont des bébés. La croissance démographique s'est d'autre part ralentie en partie du fait de la nouvelle approche, qui a mis en relief l'importance de la prise de décisions individuelle dans les tendances démographiques.

Toutefois, le rapport avertit aussi que ces succès n'atteignent pas chacun au même degré. Dans les communautés les plus pauvres, la condition des femmes, la mortalité maternelle, les mariages d'enfants, et beaucoup des préoccupations évoquées à la Conférence du Caire ont enregistré bien peu de progrès



communiqué de presse

au cours des 20 dernières années, et en fait, dans quelques cas, un recul s'est produit. L'espérance de vie demeure parfois inacceptablement basse, 800 femmes par jour meurent encore en donnant la vie et il y a encore 222 millions de femmes qui n'ont pas accès à la contraception et à la planification familiale.

Les adolescentes, en particulier, courent des risques dans les communautés les plus pauvres. Davantage de filles terminent l'enseignement primaire, mais se heurtent à des obstacles pour aborder et terminer l'enseignement secondaire. Cela pose un problème à chacun parce que les filles – si elles reçoivent une éducation, en particulier une éducation complète à la sexualité, et des perspectives d'emploi – peuvent soutenir une croissance économique et un développement plus robustes. Pour tirer parti de leurs aspirations, il faudra faire des investissements considérables dans l'éducation et la santé reproductive, leur permettant ainsi de retarder la première grossesse et d'acquérir la formation nécessaire à des vies longues et productives dans une économie nouvelle.

“Nous devons jouer notre rôle pour protéger le droit des adolescentes à accéder aux services de santé sexuelle et reproductive”, a déclaré le Dr. Osotimehin. “Le rapport fournit une preuve incontestable que la santé et les droits sexuels et reproductifs ont une importance capitale s'agissant d'atteindre le bien-être individuel, de ralentir la croissance démographique, et d'assurer une croissance économique soutenue. Pour garantir que les femmes participent à leur avenir, les gouvernements doivent faire respecter les droits des adolescentes.”

Le rapport établit aussi que la communauté mondiale doit faire plus pour protéger les droits des femmes, même au-delà de l'adolescence. Des avancées notables ont été réalisées, notamment concernant la mortalité maternelle, qui a baissé de près de moitié (47 %) depuis 1994. Pourtant, dans l'une de ses déclarations les plus alarmantes, le rapport affirme qu'une femme sur trois au niveau mondial signale encore avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles et qu'il existe des zones où de nombreux hommes reconnaissent ouvertement avoir commis un viol sans s'exposer à des conséquences. Enfin, en aucun pays, le pouvoir politique ou économique des femmes n'égale celui des hommes.

Ces constatations offrent un solide ensemble de preuves démontrant la nécessité pour les gouvernements de promulguer et faire appliquer des lois éliminant les lacunes en matière d'égalité, afin de préserver les acquis du développement. Selon le rapport, les gouvernements de 70 % des pays ont déclaré que l'égalité et les droits sont des priorités au regard du développement.

* * *

L'UNFPA travaille à réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli.

Pour de plus amples informations ou demandes d'interview, prière de contacter:

Mandy Kibel, +1 212 297 5293, kibel@unfpa.org; ou

Omar Gharzeddine, +1 212 297 5028, gharzeddine@unfpa.org

***Pour le texte intégral du rapport, prière de visiter le lien ci-dessous
et d'entrer le mot de passe “Equality”***

http://passdropit.com/ICPD_Global_Report_2014